

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2921

20 novembre 2013

SOMMAIRE

Aerium Erlangen S.à.r.l.	140163	Humphrey Invest S.A.	140167
Allied Real Estate Holding SA	140200	Ingenium Technology SA	140167
Amicale Pompjeeën Elweng - Eimereng	140176	International Seafood Holdings S.à r.l. ..	140167
Bakarenea Property S.A.	140166	Kedi 3 S.à r.l.	140164
Bastion International Luxembourg S.à r.l.	140166	Komplet Benelux GmbH	140172
Batiservices S.A.	140166	Laksha S.A.	140208
Bedshape S.A.	140165	La Maison du Plâtre	140172
Bercopa S.A.	140164	Lazare S.A.	140171
Bergame Invest S.à r.l.	140165	LCO Ekerling Sàrl	140171
Blicon S.A.	140165	LCO Ekerling Sàrl	140171
Bluelark Property S.à r.l.	140165	LDV Management III S.à r.l.	140162
Bravissima (BC)	140166	LEI UK Holdings S.à.r.l.	140171
BRE/Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l.	140164	LG2 Engineering S.A.	140162
BUXDORF PRIVATE S.A., société de ges- tion de patrimoine familial	140163	LICR S. à r.l.	140162
Campus West S.à r.l.	140165	Lorna Holding S.A.	140169
Carp Investment S.A.	140166	Luvefi-Developpement S. à r. l.	140169
Carp Investment S.A.	140168	LuxCo 113 S.à r.l.	140164
Com-Pass S.A.	140172	Luxif Management	140169
Convivium Capital S.à r.l.	140168	Luxury Holding of Luxembourg S.à r.l. ..	140169
Convivium Capital S.à r.l.	140167	Marriott RHG Acquisition B.V.	140170
CPI I&G Alte Elbgaustrasse S.à r.l.	140172	Mars Propco 12 S.à r.l.	140170
Danison Holding S.A.	140167	Meigerhorn Etoy S.à r.l.	140208
D.B. Zwirn Global (Lux) S.à.r.l.	140168	Merlin Entertainments Management Com- pany S.à r.l.	140163
Ewald WOLTER S.à r.l.	140168	Misys Overseas Investments S.à r.l.	140171
Fintech Investments S.A.	140170	Mondo Chemicals S.A.	140169
Flagssen Invest S.A.	140170	Morgane Green Energy Development ...	140162
Fleurilux S.à.r.l.	140170	M.S. Offset s.à r.l.	140168
Freiwillige Feuerwehr Elvingen - Emerin- gen	140173	P2B S.à.r.l.	140172
Freiwillige Feuerwehr Elvingen - Emerin- gen	140176	Stackpole International Intermediate Co. S.A.	140189
Gillard S.A., SPF	140208	TD Grand Duché de Luxembourg	140163
		Unigestion Secondary Opportunity III, SCA-SICAV-SIF	140179

LG2 Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.094.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 11 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143599/10.

(130174741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

LICR S. à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 93.008.

Il est porté à la connaissance du public que l'associé unique de la Société a décidé le 9 octobre 2013 de révoquer Euro Choice B.V. en tant que liquidateur de la Société et de nommer en remplacement Euro Choice GP Limited, une société privée de droit jersiais, ayant son siège social au 26 New Street, Saint-Hélier, Jersey JE2 3RA, immatriculée auprès du Registraire des Sociétés de Jersey sous le numéro 76939 (étant entendu que les autorisations et pouvoirs énumérés dans l'acte notarié en date du 17 juillet 2013, déposé au R.C.S. Luxembourg le 5 août 2013 sous le numéro de dépôt L130136623, s'appliquent désormais au nouveau liquidateur et que celui-ci représente et engage la Société à l'égard des tiers et en justice).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2013.

LICR, S.à r.l., en liquidation

Signataire autorisé

Référence de publication: 2013143602/19.

(130174708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

LDV Management III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 143.102.

A titre informatif, veuillez noter que le gérant de la Société, Monsieur Franck Ruimy, réside désormais professionnellement au 49, Grosvenor Street, W1K 3HP Londres, Royaume Uni.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

For your information, please note that the manager of the Company, Mr Franck Ruimy, now resides professionally at 49, Grosvenor Street, W1K 3HP London, United Kingdom.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143596/14.

(130175593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Morgane Green Energy Development, Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 141.224.

Par la présente, je me permets de vous informer que je démissionne en tant qu'administrateur de la société de droit luxembourgeois MORGANE GREEN ENERGY DEVELOPMENT, sise à L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore, avec effet au 15 septembre 2011.

Luxembourg, le 7 septembre 2011.

Louise BENJAMIN.

Référence de publication: 2013143656/11.

(130175259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Merlin Entertainments Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 99.776,25.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 159.756.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143624/10.

(130175011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

TD Grand Duché de Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 9.437.120,00.**

Siège social: L-2958 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 155.484.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'associé unique de la Société en date du 14 mars 2013 que les mandats des gérants ont été renouvelés jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'associé unique approuvant les comptes de la Société se terminant le 31 octobre 2013 (au plus tard le 31 mars 2014).

Le 11 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013143864/14.

(130174938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Aerium Erlangen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 118.832.

A titre informatif, veuillez noter que le gérant de la Société, Monsieur Franck Ruimy, réside désormais professionnellement au 49 Grosvenor Street, W1K 3HP Londres, Royaume Uni.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

For your information, please note that the manager of the Company, Mr Franck Ruimy, now resides professionally at 49 Grosvenor Street, W1K 3HP London, United Kingdom.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143957/14.

(130175692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

BUXDORF PRIVATE S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 156.752.

Les comptes annuels au 30.06.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16.10.2013.

Pour: BUXDORF PRIVATE S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013144666/16.

(130177063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Kedi 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 165.588.

EXTRAIT

Par résolutions écrites en date du 1^{er} octobre 2013, l'associé unique de la Société a:

- pris note de la démission d'Alex Mostovoi de son poste de gérant de la Société avec effet au 30 septembre 2013;
- décidé de nommer Jeffrey M. Smith, né le 14 mars 1976 à Boston, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique et avec adresse professionnelle au 555 California Street, 50th Floor, San Francisco, CA 94104, Etats-Unis d'Amérique en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet au 1^{er} Octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Dr. Wolfgang Zettel

Référence de publication: 2013143573/17.

(130175505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

LuxCo 113 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 157.167,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 152.299.

En date du 25 septembre 2013 l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

1. L'acceptation de la démission de Monsieur Yoon Pyo LEE de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 10 septembre 2013;
2. Election du nouveau gérant, à compter du 10 septembre 2013 pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Injong KIM, né le 02 décembre 1982, en Seoul, République Populaire Démocratique de Corée, ayant pour adresse professionnelle, 8^{ème} étage National Pension Service Kangnam Office, 4-15, Nonhyun-dong Kangnamgu, 110-110 Seoul, République Populaire Démocratique de Corée,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LuxCo 113 S.à r.l.

Jorge PEREZ LOZANO

Gérant

Référence de publication: 2013143589/19.

(130174643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Bercopa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 43.869.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143998/9.

(130175697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

BRE/Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 115.115.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144007/9.

(130176318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Bluelark Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 126.921.

Rectificatif du dépôt L130172488

Une erreur matérielle s'est introduite dans le dépôt L130172488.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Bluelark Property S.à r.l.

Référence de publication: 2013144004/12.

(130175702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Blicon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 53.207.

Dépôt rectificatif n° L130089283

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BLICON S.A.

Référence de publication: 2013144003/12.

(130176285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Bergame Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 113.461.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143999/10.

(130175988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Bedshape S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 121.684.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013143997/10.

(130175805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Campus West S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.873.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144013/10.

(130175997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Batiservices S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 323, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 173.279.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/10/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2013143996/12.

(130175921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Bravissima (BC), Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 113.200,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 168.493.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143989/10.

(130176199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Bakarenea Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 162.032.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

BAKARENEA PROPERTY SA

Référence de publication: 2013143994/11.

(130175985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Bastion International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 215.000,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 107.496.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 3 Octobre 2013, que Monsieur Georges Gudenburg, démissionne de ses fonctions de gérant de la Société avec effet à cette date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143995/11.

(130175753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Carp Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 124.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144034/10.

(130176073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Humphrey Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 121.205.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HUMPHREY INVEST S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013144198/12.

(130175933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Ingenium Technology SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5544 Remich, 11, Op der Kopp.
R.C.S. Luxembourg B 116.338.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Hauptversammlung vom 1. Oktober 2013

Die Hauptversammlung beschließt die Verwaltungsratsmitglieder Herr Zonker Werner wohnhaft in D-54429 WALDWEILER, Hauptstrasse 23 und Herr Reinert Matthias wohnhaft in D-66113 SAARBRUECKEN, Auf den Hütten, 26 als geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder zu ernennen. Die Mandate enden bei der Hauptversammlung welche im Jahr 2015 stattfindet.

Référence de publication: 2013144217/12.

(130175817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

International Seafood Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.405,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 147.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTERNATIONAL SEAFOOD HOLDINGS S.à r.l.

Référence de publication: 2013144204/10.

(130176120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Danison Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 83.009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Référence de publication: 2013144062/10.

(130176339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Convivium Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 158.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144050/10.

(130176436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Carp Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 124.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144035/10.

(130176438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Convivium Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 158.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144049/10.

(130176071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

D.B. Zwirn Global (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 112.507.

EXTRAIT

En date du 4 octobre 2013, le conseil de gérance a pris bonne note de la nouvelle adresse professionnelle de Monsieur Tomas Lichy, gérant, soit au 2-4 rue Beck à 1222 Luxembourg.

Référence de publication: 2013144056/11.

(130175677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Ewald WOLTER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 63, rue de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 19.213.

Les comptes annuels rectifiés au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg
en remplacement de la 1^{ère} version du 11.05.2012 et portant le numéro de dépôt initial au RCS: L120077321.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 octobre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013144080/11.

(130176202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

M.S. Offset s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3526 Dudelange, 95, rue des Minières.

R.C.S. Luxembourg B 70.190.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/10/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013144291/12.

(130175918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Luvefi-Developpement S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 144.386.

—
L'adresse de l'associé unique et du gérant de catégorie A de la société est modifiée comme suit:

- Monsieur Guy Jean Marie VANDEBROUCK, demeurant au 8a, Chemin des Vignes CH - 1024 Ecublens, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Référence de publication: 2013144281/12.

(130175647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Luxif Management, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 156.855.

—
Le nom de l'associé de la société a été modifié lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 septembre 2013. Le nouveau nom de l'associé est Trident Trust Holding (Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 14 octobre 2013.

Référence de publication: 2013144284/12.

(130176195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Lorna Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 145.890.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

LORNA HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013144279/11.

(130176212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Mondo Chemicals S.A., Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-7241 Bereldange, 204, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 137.616.

—
Les comptes annuels au 30 septembre 2012 de la société anonyme de droit belge MONDO CHEMICALS S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144305/10.

(130175946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Luxury Holding of Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 156.650.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144914/9.

(130177042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Flagssen Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 150.594.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Flagssen Invest S.A.

Société Anonyme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013144802/14.

(130177009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Fintech Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 140.678.

Il résulte de courriers reçus au siège social de la société que les administrateurs Marco Lagona et Olivier Cagioulis ont démissionné avec effet immédiat et que l'administrateur Gianni De Bortoli a démissionné avec effet au 30 juin 2013.

Il résulte d'un courrier reçu au siège social de la société que le commissaire aux comptes Servicac Sàrl a démissionné avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144801/12.

(130177285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Fleurilux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9261 Diekirch, 29, rue Muller Fromes.

R.C.S. Luxembourg B 94.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144803/10.

(130176996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Marriott RHG Acquisition B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 141.245.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144948/9.

(130177109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Mars Propco 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.303.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144949/9.

(130176791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

LCO Ekerling Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 109.031.

Les comptes annuels au 31 août 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144922/10.

(130177162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

LEI UK Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 106.283.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aurélié Gianotti

Mandataire

Référence de publication: 2013144926/11.

(130176634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

LCO Ekerling Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 109.031.

Les comptes annuels au 31 août 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144921/10.

(130177161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Lazare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 54.288.

Les comptes annuels au 31/01/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013144920/10.

(130176755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Misys Overseas Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 72.849.

Les comptes annuels au 31 Mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Misys Overseas Investments S.à r.l.

Mr Y. Attal / Mr P. Pleyers

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013144952/13.

(130177226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

La Maison du Plâtre, Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 95, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 144.931.

En date du 14 octobre 2013, Monsieur Nico Lichter, demeurant à L-6251 Geyershof, Maison 7, est nommé commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014, en remplacement de Monsieur Claude Uhres, démissionnaire.

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013144257/13.

(130175853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

P2B S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 125.822.

Le Bilan rectificatif du dépôt initial L120185512, au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2013143739/11.

(130175319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

CPI I&G Alte Elbgastrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.341.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144052/10.

(130175911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Komplet Benelux GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9952 Drinklange, 10, Lampertskaul.

R.C.S. Luxembourg B 99.234.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144250/10.

(130176433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Com-Pass S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 87.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013144047/10.

(130175750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Freiwillige Feuerwehr Elvingen - Emeringen, Association sans but lucratif.

Siège social: L-5692 Elvange, 4A, rue Pierre Diederich.

R.C.S. Luxembourg F 9.729.

STATUTEN

1. Natur und Wesen.

1.1. Die Freiwillige Feuerwehr von Elvingen-Emeringen ist der freiwillige Zusammenschluß von Männern, Frauen und Jugendlichen zu einer Hilfsorganisation bei Bränden und anderen Notständen.

1. 2. Sie gehört über ihren Kantonalverband dem Luxemburger Landes-Feuerwehrverband an und steht freiwillig, ehrenamtlich und autonom im Dienst der Gemeinde.

1. 3. Auch in ihrer inneren Verwaltung und in ihrer Tätigkeit ist sie autonom, jedoch nur im Rahmen des Gesetzes vom 21.4.1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzwecke und die Institute öffentlichen Nutzens sowie der Satzungen des Luxemburger Landes-Feuerwehrverbandes.

2. Aufgabe und Ziel.

2. 1. Aufgabe der Feuerwehr ist die geordnete Hilfeleistung bei Bränden und sonstigen Notständen.

2. 2. Zur Erfüllung der Aufgabe unter Art. 2.1. dieses Paragraphen dient die theoretische und praktische Ausbildung der aktiven Mitglieder vor Ort und auf kantonaler Ebene, sowie die Fortbildung an der Nationalen Feuerweherschule.

2. 3. Eine weitere Aufgabe besteht darin, die Mitglieder zur tätigen Nächstenliebe und Nächstenhilfe anzuregen, sowie des weiteren Kameradschaft unter den aktiven Mitgliedern zu fördern und zu pflegen.

2. 4. Die Bildung einer Jugendfeuerwehr ins Auge zu fassen und sie nach den Reglementen der Nationalen Jugendfeuerwehrkommission auszurichten.

3. Leitung.

3. 1. Die Leitung der Wehr geschieht durch den Vorstand, an dessen Spitze der Kommandant steht.

3. 2. Die Mitglieder des Vorstandes sind ausschließlich aktive Feuerwehrleute:

3. 3. Der Vorstand setzt sich zusammen aus:

- a) dem Kommandanten,
- b) dem Unterkommandanten;
- c) dem Sekretär,
- d) dem Kassierer,
- e) dem Instruktor,
- f) dem Kassenprüfer,
- g) dem Jugendleiter.

3. 4. Die unter a), b) und e) des Art. 3.3. Zitierten, d. h. alle Graduierten, werden auf unbestimmte Zeit mit einfacher Stimmenmehrheit von der Generalversammlung in geheimer Wahl bestimmt und jedes Jahr aufs neue von derselben in ihrem Amt bestätigt. Die Wahl des Kommandanten ist umgehend der Gemeindeverwaltung und dem Generalsekretariat des Luxemburger Landes-Feuerwehrverbandes über den zuständigen Kantonalverband schriftlich, unter Angabe der kompletten Adresse, zu melden.

3. 5. Sekretär, Kassierer, Kassenprüfer und Jugendleiter werden in verschränkter Reihenfolge auf die Dauer von 4 Jahren ebenfalls von der Generalversammlung in geheimer Wahl bestellt und zwar so, daß die Wahl des Sekretärs und des Kassenprüfers in die Mitte der Amtszeit des Kassierers und Jugendleiters fällt und umgekehrt. Bei eventueller Stimmengleichheit entscheidet das Dienstalter der Kandidaten.

3. 6. Kandidaturen für einen unter Art. 3.3. angeführten Posten sind bis spätestens 4 Tage vor der Generalversammlung mündlich oder schriftlich an den Kommandanten oder Unterkommandanten zu richten.

3. 7. Die austretenden Mitglieder des Vorstandes sind wiederwählbar und brauchen ihre Kandidatur nicht mehr zu stellen.

3. 8. Die gewählten Vorstandsmitglieder bestimmen unter sich, gegebenenfalls durch Abstimmung, die Besetzung der unter Art 3.3. vorgesehenen Ämter.

3. 9. Um sich für einen der unter Art. 3.3. a), b), e) und g) angeführten Posten zu bewerben, muß der Kandidat nachstehende Bedingungen erfüllen:

- a) Er muß seit mindestens 3 Jahren in der Wehr Dienst geleistet haben;
- b) Für die Posten von Kommandant, Unterkommandant und Instruktor muß er wenigstens im Besitze der B1-Urkunde der Nationalen Feuerweherschule sein;
- c) Um Jugendleiter zu werden, muß er mit Erfolg den B1- und die von der Nationalen Jugendfeuerwehrkommission vorgeschriebenen Jugendleiterlehrgänge abgeschlossen haben.

3.10. Kommandant, Unterkommandant, Instruktor treten aus ihrem Amt aus durch Tod, freiwilligen Austritt, Abberufung, Ausschluß, Wohnungswechsel in eine andere Gemeinde und beim Erreichen der vom Landesverband jeweilig vorgeschriebenen Altersgrenze.

Sie werden mittels Neuwahlen ersetzt.

3.11. Die Aufgaben des Vorstandes:

- a) die Geschäftsführung der Feuerwehr;
- b) die Aufnahme resp. der Ausschluß von Mitgliedern;
- c) die Vorbereitung und Einberufung der Generalversammlung und die Festsetzung der Tagesordnung;
- d) der Fortbestand der Feuerwehr mittels einer Jugendfeuerwehr;
- e) jede Tätigkeit, die nicht ausdrücklich durch diese Satzung, die Satzung des Luxemburger Landes-Feuerwehrverbandes oder das Gesetz der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Vorstand ist beschlußfähig, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

Er faßt seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit. Stimmengleichheit bedeutet Ablehnung.

3.12. Die Aufgaben des Kommandanten:

- a) die Leitung des Ausbildungs-, Übungs-, Feuerschutz- und Rettungsdienstes;
- b) die Leitung der Vorstandssitzungen und der Generalversammlungen;
- c) die Beurkundung, mit dem Sekretär, der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke;
- d) die Aufsicht über statutengemäßen Auftritt und vorschriftsmäßige Bekleidung seiner Feuerwehrleute bei Ausgängen der Wehr;
- e) die Beratung der Gemeinde in allen Angelegenheiten des Feuerschutzes, namentlich bei der Schaffung von Feuer-schutzeinrichtungen und der Anschaffung von Feuerlöschgeräten sowie die Anregung von Verbesserungsmaßnahmen;
- f) die Vertretung der Wehr bei allen öffentlichen Anlässen;
- g) die Überwachung einer ordnungsgemäßen Führung von Inventar- und Dienstbuch, sowie von Anwesenheits- und Mitgliederliste.

3.13. Die Aufgaben des Unterkommandanten:

Er unterstützt den Kommandanten bei der Ausführung seiner Mission und ersetzt ihn im Abwesenheits- und Verhinderungs-fälle.

3.14. Die Aufgaben des Instruktors:

Unter der Aufsicht und der Anweisung des Kommandanten sorgt er für die Ausbildung der Feuerwehrleute in der Wehr.

3.15. Die Aufgaben des Jugendleiters:

Unter der Aufsicht des Kommandanten unterrichtet er die Jugendabteilung der Feuerwehr nach den Reglementen und Vorschriften der Nationalen Jugendfeuerwehrkommission. Er legt dem Kommandanten Rechenschaft ab.

3.16. Besondere Bestimmungen:

In der Generalversammlung 1985 steht der gesamte Vorstand zur Wahl. Der zweijährige Zyklus beginnt in der Generalversammlung 1987 mit der Wahl des Sekretärs und des Kassenprüfers.

4. Mitgliedschaft. Die Wehr besteht aus:

- 4. 1. Aktiven Mitgliedern;
- 4. 2. Inaktiven Mitgliedern;
- 4. 3. Ehrenmitgliedern.
- 4. 1. Die aktiven Mitglieder

4.1.1. Aktives Mitglied kann jeder unbescholtene männliche und weibliche Bürger werden. Er muß in der Gemeinde wohnen:

a) Jugendliche vom 10. bis zum 16. Lebensjahr, wenn die schriftliche Zustimmung der Eltern resp. des Erziehungsbe-rechtigten vorliegt. Sie sind Mitglied der Jugendfeuerwehr.

b) Erwachsene vom 16. bis zum 60. Lebensjahr. Bis zum 18. Lebensjahr ist auch hier die Zustimmung der Eltern resp. des Erziehungsberechtigten erfordert. Sie bilden die Erwachsenenabteilung.

Ab dem 50. Lebensjahr erfolgt die Aufnahme ohne Anrecht auf Sterbegeld und „Allocation de Vétérance“.

4.1.2. Über die Aufnahme entscheidet der Vorstand in geheimer Wahl. Eine eventuelle Ablehnung ist zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen.

4.1.3. Die aktive Dienstzeit erlischt mit dem Alter von 65 Jahren. Erworbene Rechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulage und Sterbegeld bleiben jedoch gewahrt. Der Aktive tritt in die Abteilung der inaktiven Mitglieder über.

4.1.4. Jugendliche, die sich in der Jugendfeuerwehr bewährt haben, werden ab 16. Lebensjahr selbstgehend in die Erwachsenenabteilung übernommen.

4.1.5. Beim Umzug in eine andere Gemeinde, die über keine freiwillige Feuerwehr verfügt, dürfen das aktive und das inaktive Mitglied in der Wehr verbleiben.

4. 2. Die inaktiven Mitglieder

Inaktives Mitglied wird jeder Aktive beim Erreichen der Altersgrenze und bei Invalidität.

Inaktive Mitglieder bleiben stimmberechtigt und wahren laut Art. 4.1.3. dieser Satzung die erworbenen Rechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulage und Sterbegeld.

4. 3. Die Ehrenmitglieder

Ehrenmitglied kann jeder werden, der zur Förderung und Unterstützung der Wehr den hierzu vorgeschriebenen Jahresbeitrag leistet. Ehrenmitglieder sind nicht stimmberechtigt.

5. Rechte und Pflichten der aktiven Mitglieder.

5. 1. Jedes aktive Mitglied hat das Recht:

- bei der Gestaltung des Wehrgeschehens aktiv mitzuwirken;
- in eigener Sache gehört zu werden;
- ab 16. Lebensjahr an der Wahl der Vorstandsmitglieder teilzunehmen.

5. 2. Jedes aktive Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung:

- die im Rahmen dieser Statuten gegebenen Anordnungen genau zu befolgen;
- an den angesetzten praktischen und theoretischen Übungen und Wehrveranstaltungen regelmäßig, pünktlich und aktiv teilzunehmen;
- soweit als möglich sich an allen Einsätzen der Wehr bei Bränden und sonstigen Notständen aktiv zu beteiligen;
- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten sowie Kameradschaft innerhalb der Mannschaft zu respektieren;
- aktiv am Gedeihen und Ansehen der Wehr teilzunehmen.

6. Ordnungsmaßnahmen. Bei Verstößen gegen die Statuten der Wehr können nachfolgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden:

- a) Verweis unter vier Augen durch den Kommandanten;
- b) Verweis vor dem Vorstand;
- c) Ausschluß aus der Wehr durch den Vorstand;

d) Alle Gradierten und der Jugendleiter können ihres Postens durch die Generalversammlung enthoben werden, wenn sie gegen die Statuten der Wehr verstoßen, ihren Pflichten nicht gewachsen sind oder sie vernachlässigen.

Gegen die Ordnungsmaßnahme steht jedem aktiven und inaktiven Mitglied das Recht auf Beschwerde zu. Sie muß spätestens 7 Tage nach dem Ausspruch der Ordnungsmaßnahme schriftlich beim Vorstand eingebracht werden, der die Generalversammlung damit befaßt.

7. Verlust der Mitgliedschaft. Die Mitgliedschaft erlischt durch:

- Tod;
- Wohnungswechsel in eine Gemeinde mit freiwilliger Feuerwehr;
- freiwilligen Austritt;
- Ausschluß, gemäß Art. 6 c) dieser Satzung.

8. Die Generalversammlung.

8. 1. Die Generalversammlung muß mindestens einmal jährlich vom Vorstand mit 14 Tagen Frist und Bekanntgabe der Tagesordnung einberufen werden. Diese Frist bleibt unberücksichtigt, wenn eine zweite Generalversammlung wegen Beschlußunfähigkeit einberufen werden muß.

8. 2. Sie wird vom Kommandanten geleitet.

8. 3. Sie ist öffentlich.

8. 4. Sie ist beschlußfähig, wenn mindestens 1/2 der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist. Jedes stimmberechtigte Mitglied verfügt über nur eine Stimme. Bei Beschlußunfähigkeit wird anschließend eine zweite Generalversammlung einberufen, welche in jedem Fall beschlußfähig ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefaßt, sofern es die Satzung nicht anders bestimmt. Stimmengleichheit bedeutet Ablehnung.

8. 5. Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:

- a) die geheime Wahl von Kommandant, Unterkommandant, Instruktor, Jugendleiter, Sekretär, Kassierer und Kassenprüfer.
- b) die geheime Abberufung von Kommandant, Unterkommandant, Instruktor und Jugendleiter.
- c) die Genehmigung der Tätigkeits-, Kassen- und Kassenprüfberichte.
- d) die Entlastung des Kassierers.
- e) die Festlegung der Beiträge für Mitglieder.

- f) die Beratung und Beschlußfassung über eingebrachte Anträge.
- g) die Abänderung der Wehrstatuten gemäß Art. 8 des Gesetzes vom 21. 4. 1928, mit einer 2/3-Stimmenmehrheit, wenn 2/3 der stimmberechtigten Mitglieder anwesend sind.
- h) die Beratung und Entscheidung über sonstige wichtige Angelegenheiten innerhalb der Wehr, die der Vorstand nicht verabschieden kann.
- i) die Auflösung der Wehr, gemäß Art. 20 des Gesetzes vom 21.4. 1928.

9. Das Sekretariat. Der Sekretär der Wehr

- führt das Mitgliederverzeichnis (Stammrolle). Dieses muß außer den Personalangaben wie Name, Vorname, Geburtsort und -datum, sowie Wohnort der Mitglieder, auch die stets fortlaufende Stammrollennummer, das Eintritts- und das Austrittsdatum derselben beinhalten. Mitglieder der Jugendfeuerwehr werden im Mitgliederverzeichnis genauso geführt wie die Erwachsenen.
- erledigt schriftliche Arbeiten, wie Korrespondenz, Einberufung zu Generalversammlung, Vorstandssitzung, Ausgängen, Veranstaltungen, Übungen und Kursen.
- verfaßt Berichte über Vorstandssitzungen und Generalversammlungen.

10. Das Kassenwesen. Das Kassenwesen wird vom Kassierer versehen.

Er führt ordnungsgemäß Buch über Einnahmen und Ausgaben. Er erhält Vollmacht vom Kommandanten, um Rechnungen zu begleichen und Zahlungen zu leisten, die ausschließlich die Wehr betreffen.

Kassen- und Buchführung sind jährlich, nach Ablauf des Geschäftsjahres abzuschließen und vom Kassenrevisor auf ihre Richtigkeit zu prüfen und abzuzeichnen. Nach erfolgter Prüfung berichtet der Kassenrevisor dem Vorstand und der Generalversammlung.

Der Kassierer erhält Entlastung durch die Generalversammlung. Er hält Kassen- und Kontenbuch dem Vorstand jederzeit zur Einsicht zur Verfügung.

11. Galauniform. Die Galauniform ist einzig und allein die im Uniformreglement des Luxemburger Landesfeuerwehrverbandes vorgeschriebene.

12. Auflösung der Wehr. Die Wehr wird aufgelöst gemäß Art. 20 des Gesetzes vom 21.4.1928 (siehe Art. 1.3. dieser Statuten), wenn eine eigens zu diesem Zweck einberufene Generalversammlung, zu der 2/3 der Gesamtzahl der stimmberechtigten Mitglieder anwesend sein muß, den Beschluß zur Auflösung mit 2/3-Stimmenmehrheit faßt, oder wenn die Zahl der aktiven Mitglieder soweit abgesunken ist, daß die Wehr außerstande ist, die von ihr eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen.

Im Falle der Auflösung wird das Vermögen der Gemeinde überwiesen, mit dem Auftrag, dasselbe einer neuen Wehr, die dieselben Ziele verfolgt, zu übergeben.

13. Allgemeine Verfügung.

13. 1. Beim Austritt oder Ausschluß eines Aktiven oder Inaktiven, sowie bei der Auflösung der Wehr, besteht kein Anrecht auf jedwede Aus- oder Rückzahlung.

13. 2. Beim Austritt oder Ausschluß eines aktiven oder inaktiven Mitgliedes, muß dasselbe alle der Wehr eigenen Gegenstände und Uniformteile an den Vorstand abliefern.

13. 3. Die Satzung wurde von der außerordentlichen Generalversammlung am 15.12.1984 in Elvingen angenommen. Sie tritt sofort nach erfolgter Hinterlegung bei der Gemeindeverwaltung in Kraft und ersetzt die Satzung vom 1. 6.1925.

Référence de publication: 2013152242/203.

(130185316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

**Amicale Pompjeeën Elweng - Eimereng, Association sans but lucratif,
(anc. Freiwillige Feuerwehr Elvingen - Emeringen).**

Siège social: L-5692 Elvange, 4A, rue Pierre Diederich.
R.C.S. Luxembourg F 9.729.

Kapitel I. Name, Sitz, Dauer, Zweck

Art. 1. Die Vereinigung trägt den Namen „Amicale Pompjeeën Elweng - Eimereng“.

Art. 2. Der Sitz der Vereinigung ist im „Pomjeesbau“ in Elvingen, rue Pierre Diederich.

Art. 3. Die Dauer der Vereinigung ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Vereinigung übernimmt mit Ausnahme des Lösch- und Rettungswesens alle Rechten und Pflichten der Wehr Elvingen - Emeringen. Ziel der Vereinigung ist insbesondere die Kameradschaft unter den Mitgliedern zu fördern und zu pflegen, sowie den Feuerwehrdienst zu fördern und zu unterstützen. Die Vereinigung kann alle zu ihrem Geschäftszweck nötigen Tätigkeiten und Akte unternehmen. Die Vereinigung ist politisch und ideologisch neutral.

Kapitel II. Mitglieder

Art. 5. Die Vereinigung besteht aus Mitgliedern und Ehrenmitgliedern. Die Anzahl der Mitglieder ist unbegrenzt, soll jedoch nie unter 9 sinken.

Art. 6. Mitglied kann jeder unbescholtene Bürger werden ab dem 8. Lebensjahr. Für Jugendliche bis zum 18. Lebensjahr ist die Zustimmung der Eltern oder des Erziehungsberechtigten erforderlich. Über die Aufnahme entscheidet der Vorstand in geheimer Wahl.

Eine eventuelle Ablehnung ist zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen.

Art. 7. Ehrenmitglied kann jeder werden, der zur Förderung und Unterstützung der Vereinigung den hierzu vorgeschriebenen Jahresbeitrag leistet. Ehrenmitglieder sind nicht stimmberechtigt.

Art. 8. Jedes Mitglied hat die Pflicht bei der Gestaltung des Vereinigungsgeschehens mitzuwirken und das Recht in eigener Sache gehört zu werden. Ab dem 16. Lebensjahr ist es in der Generalversammlung passiv stimmberechtigt.

Art. 9. Jedes Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung die im Rahmen der Statuten und Reglements gegebenen Anordnungen genau zu befolgen; Disziplin zu wahren sowie Kameradschaft innerhalb der Vereinigung zu respektieren; aktiv am Ansehen und Gedeihen der Vereinigung teilzunehmen.

Art. 10. Bei Verstößen gegen die Statuten und Reglements der Vereinigung können folgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden: Verweis durch den Präsidenten; Verweis vor dem Vorstand; Suspendierung durch den Vorstand; Ausschluss durch die Generalversammlung. Gegen die Ordnungsmaßnahmen steht jedem Mitglied das Recht auf Beschwerde zu. Diese muss spätestens 7 Tage nach Ausspruch der Ordnungsmaßnahme schriftlich beim Präsidenten eingebracht werden. Die anschließende Entscheidung des Vorstandes wird dem Beschwerdeführer schriftlich mitgeteilt.

Art. 11. Die Mitgliedschaft erlischt durch: Tod, Freiwilligen Austritt, Nichtbezahlung des Mitgliedsbeitrags während 3 Jahren, oder Ausschluss durch die Generalversammlung.

Art. 12. Der Ausschluss eines Mitgliedes wird durch die Generalversammlung mit einer 2/3 Stimmenmehrheit der anwesenden stimmberechtigten Mitglieder vorgenommen.

Die ausgetretenen oder ausgeschlossenen Mitglieder, sowie die Nachkommen von verstorbenen Mitgliedern, können weder gezahlte Beiträge zurückfordern, noch irgendwelche Ansprüche auf das Vermögen der Vereinigung geltend machen.

Jeder zur Verfügung gestellter Besitz der Vereinigung ist spätestens 30 Tage nach Erhalt einer schriftlichen Zurückforderung beim Präsidenten abzuliefern. Fehlendes ist zu ersetzen, wenn nötig durch das Bezahlen der Neuanschaffungssumme.

Art. 13. Der Beitrag für Mitglieder und Ehrenmitglieder wird jedes Jahr vom Vorstand vorgeschlagen und von der Generalversammlung festgesetzt. Dieser Beitrag kann die Summe von EUR 25,00 € (fünfundzwanzig) Indexziffer 100 für aktive Mitglieder nicht übersteigen. Der für Ehrenmitglieder festgesetzte Beitrag ist jeweils der Mindestbeitrag.

Kapitel III. Der Vorstand

Art. 14. Die Leitung der Vereinigung geschieht durch den Präsidenten. Ihm zur Seite steht der Vorstand, bestehend aus dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten, dem Schriftführer, dem Kassierer und den Beisitzenden.

Art. 15. Alle Vorstandsmitglieder werden auf die Dauer von vier Jahren durch die Generalversammlung per anonymen Stimmzettel bestimmt.

Art. 16. Bei eventueller Stimmengleichheit bei allen Wahlen wird sofort ein zweiter Wahlgang abgehalten. Bei eventueller Stimmengleichheit beim zweiten Wahlgang ist der dienstälteste Kandidat gewählt.

Art. 17. Kandidaten für einen Posten im Vorstand müssen wenigstens zwei Jahre Mitglied sein und das 18. Lebensjahr vollendet haben. Die Kandidaturen müssen wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung schriftlich beim Präsidenten eingegangen sein.

Art. 18. Die Vorstandsmitglieder treten aus ihrem Amt: durch Tod; freiwilligen Austritt; Abberufung; Ausschluss. Wird ein Vorstandsposten während dem Geschäftsjahr frei, so kann der Vorstand den Posten vorläufig neu besetzen, unbeschadet der Bestätigung durch die nächste Generalversammlung. Im Falle einer Neubesetzung vor Ablauf der normalen Mandatsdauer übernimmt das neue Vorstandsmitglied den Posten für die restliche Mandatsdauer. Im Falle des Präsidenten übernimmt der Vizepräsident das Amt bis zur nächsten Generalversammlung.

Art. 19. Der Vorstand trifft so oft zusammen, wie es die Belange der Vereinigung erfordern, auf Einberufung durch den Präsidenten oder falls 1/3 des Vorstandes dies wünscht. Der Vorstand ist beschlussfähig wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder anwesend sind. Er fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit wird die Angelegenheit auf die kommende Sitzung vertagt. Bei erneuter Stimmengleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Art. 20. Der Vorstand hat die weitgehendsten Befugnisse zur Führung der Vereinigungsgeschäfte. Alles was nicht ausdrücklich durch die vorliegenden Statuten oder durch Gesetz der Generalversammlung vorbehalten ist, gehört zu

seinem Aufgabenbereich. Er kann Reglemente und Dienstvorschriften erlassen, abändern oder aufheben. Der Vorstand legt seine interne Aufgabenverteilung fest. Er kann allgemeine oder spezielle Vollmachten erteilen, darunter die Bankvollmachten.

Art. 21. Die Aufgaben des Präsidenten sind:

- a. die Leitung der Vorstandssitzungen und der Generalversammlung;
- b. die Vertretung der Vereinigung;
- c. die Beurkundung, mit dem Sekretär, der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke.

Art. 22. Der Sekretär der Vereinigung führt das Mitgliedsverzeichnis. Er erledigt alle die ihm auferlegten schriftlichen Arbeiten. Er fasst die Berichte über die Vorstandssitzungen und die Generalversammlungen.

Art. 23. Alle Gerichtsverfahren werden im Namen der Vereinigung durch den Vorstand, vertreten durch den Präsidenten und ein zweites Vorstandsmitglied, geführt. Die Vereinigung ist in allen Fällen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern gebunden, darunter obligatorisch jene des Präsidenten oder im Verhinderungsfalle jene seines Stellvertreters, unbeschadet der Artikel 20 und 29.

Kapitel IV. Die Generalversammlung

Art. 24. Die Generalversammlung wird jedes Jahr im ersten Viertel des Jahres vom Vorstand einberufen.

Eine außerordentliche Generalversammlung kann vom Vorstand einberufen werden, wenn die Umstände dies verlangen. Bei schriftlicher Anfrage von 1/5 der Mitglieder muss eine außergewöhnliche Generalversammlung innerhalb von zwei Monaten einberufen werden. Einberufungen zur Generalversammlung erfolgen schriftlich mit einer Frist von 14 Tagen, unter Angabe der Tagesordnung.

Art. 25. Die Generalversammlung wird vom Präsidenten oder im Verhinderungsfall von seinem Stellvertreter geleitet.

Sie ist öffentlich. Sie ist beschlussfähig, wenn mindestens 1/2 der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist. Ist dies nicht der Fall, so kann sofort eine außergewöhnliche Generalversammlung einberufen werden, welche in jedem Fall beschlussfähig ist. Jedes stimmberechtigte Mitglied verfügt über eine Stimme. Ein Mitglied kann sich nicht per Vollmacht durch Drittpersonen vertreten lassen. Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, sofern die vorliegenden Statuten es nicht anders bestimmen. Stimmengleichheit bedeutet Ablehnung. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden in einem eigenen Register festgehalten.

Art. 26. Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:

- a. die Wahl des Vorstandes und der Kassenrevisoren;
- b. den Ausschluss eines Mitgliedes;
- c. die Festlegung der Mitgliedsbeiträge;
- d. die Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge;
- e. die Abänderung der Statuten;
- f. die Entscheidung über Angelegenheiten die der Vorstand nicht verabschieden kann;
- g. die Auflösung der Vereinigung.

Art. 27. Jedes Mitglied kann durch schriftlichen Antrag einen zusätzlichen Tagesordnungspunkt zur Diskussion stellen. Dieser Antrag muss dem Präsidenten vor der Generalversammlung vorliegen.

Art. 28. Die Statuten können nur abgeändert werden, wenn die zur Änderung anstehenden Artikel in der Einberufung zur Generalversammlung aufgeführt sind und wenn 2/3 der Mitglieder anwesend sind. Für eine Änderung ist eine 2/3 Stimmenmehrheit erforderlich. Wenn keine 2/3 der Mitglieder anwesend sind kann eine zweite Generalversammlung stattfinden, wobei die Hälfte der Mitglieder anwesend sein muss.

Kapitel V. Kassenwesen und Geschäftsjahr

Art. 29. Das Kassenwesen wird vom Kassierer der Vereinigung versehen. Er führt ordnungsgemäß Buch über Einnahmen und Ausgaben und legt Rechnung ab. Er vertritt die Vereinigung gegenüber Geldinstituten für alle laufenden Geschäfte. Im Verhinderungsfall wird er hierbei durch den Präsidenten persönlich vertreten.

Kassen- und Buchführung sind jährlich, nach Ablauf des Geschäftsjahres abzuschließen und von mindestens zwei Kassenrevisoren zu prüfen und abzuzeichnen.

Der Kassierer erhält Entlastung durch die Generalversammlung.

Der Kassierer hält das Kassen- und Kontenbuch dem Vorstand jederzeit zur Ansicht zur Verfügung.

Die Generalversammlung bestimmt jedes Jahr zwei Kassenrevisoren unter den aktiven Mitgliedern, welche dem Vorstand nicht angehören dürfen. Sie legen dem Vorstand und der Generalversammlung Bericht über die Kassenprüfung ab.

Art. 30. Das Geschäftsjahr geht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember.

Kapitel VI. Auflösung

Art. 31. Die Auflösung der Vereinigung kann nur geschehen, wenn in einer zu diesem Zweck einberufenen Generalversammlung 2/3 der Mitglieder anwesend sind. Wenn keine 2/3 der Mitglieder anwesend sind kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, wobei die Hälfte der Mitglieder anwesend sein muss. Die Auflösung der Vereinigung kann nur durch eine Stimmenmehrheit von 3/4 der anwesenden stimmberechtigten Mitglieder angenommen werden.

Art. 32. Im Falle der Auflösung wird das Liquidationsverfahren von der Generalversammlung festgelegt. Nach Begleichung aller Schulden wird das Vermögen eines wohltätigen Zwecks überwiesen, welcher in der Auflösungsversammlung bestimmt wird.

Kapitel VII. Verschiedenes

Art. 33. Die Vereinigung übernimmt keine Haftung für eventuell bei Vereinsaktivitäten erlittene Schäden. Schadenssprüche können nur nach den geltenden gesetzlichen oder reglementarischen Regeln gestellt werden.

Art. 34. Für alle in den gegenwärtigen Statuten nicht ausdrücklich vorgesehenen Fälle gelten die allgemeinen Bestimmungen des Gesetzes vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck.

Référence de publication: 2013152243/134.

(130185316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Unigestion Secondary Opportunity III, SCA-SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 180.657.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of the month of September,

Before the undersigned Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Unigestion Secondary Opportunity III, a private limited liability company (société à responsabilité limitée - S.à r.l.), duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) and whose registration with the Luxembourg trade and companies' registry is pending,

here represented by Mrs. Joanna Pecenik, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on September 25th 2013; and

Unigestion Holding S.A., a société anonyme incorporated and organised under the laws of Switzerland, having its registered office at avenue de Champel 8C, 1206 Geneva, Switzerland, and registered with the commercial registry of Geneva under the number CH-660.0.627.988-7,

here represented by Mrs. Joanna Pecenik, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on September 9th 2013.

The said proxies, after having been initialed and signed ne varietur by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the undersigned notary to draw up the following articles of association of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable - SICAV) under the form of corporate a partnership limited by shares (société en commandite par actions - S.C.A.), qualifying as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé - FIS) which they declare to establish as follows:

I. Definitions, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Definitions. In these articles of association (the Articles), the following shall have the respective meaning set out below:

"1915 Law"	means the Luxembourg law of 10 August 1915, relating to commercial companies, as amended from time to time;
"2007 Law"	means the Luxembourg law of 13 February 2007, relating to specialised investment funds, as amended from time to time;
"Administration Agent"	means the entity which has been duly appointed by the Fund to act as the administration agent and Registrar and Transfer Agent of the Fund;
"Advisory Committee"	means the advisory committee of the Fund;

“Affiliates”	means in respect of any entity, any natural person or corporation directly or indirectly controlling, controlled by, or under common control with that entity or the same natural persons . The term “control” (and any cognate expression) means, in respect of an entity, the ability to directly or indirectly: (a) exercise the majority of the voting rights of shareholders of that entity; or (b) appoint the majority of the members of the board of the entity; or (c) determine the policy and strategy of that entity;
“Aggregate Commitments”	means the aggregate amount of Commitments received by the General Partner from Shareholders including a minimum of 1% (one per cent) of the Aggregate Commitments from the General Partner and/or any of its Affiliates;
“Articles”	means these articles of association;
“Board”	means the board of managers of the General Partner;
“Business Day”	means any day on which banks are regularly open for business in Luxembourg;
“Carried Interest”	means the amounts distributed to the holders of Participating Shares as set out in the Issuing Document;
“Class of Shares”	means the the 3 (three) classes (each a Class) of Shares namely the General Partner Share, the Ordinary Shares and the Participating Shares representing the share capital of the Fund;
“Commitment(s)”	means the maximum amount (denominated in euro) that a prospective Shareholder has committed to invest in the Fund by way of subscription for Ordinary Shares pursuant to such Shareholder’s Commitment Agreement;
“Commitment Agreement”	means the agreement executed by each Shareholder wishing to subscribe for Ordinary Shares;
“CSSF”	means the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the regulatory authority of the Luxembourg financial sector;
“Custodian”	means the entity which has been duly appointed by the Fund to act as the custodian of the Fund;
“Defaulting Contribution”	means the aggregate amount of the unpaid portion of the Commitment of a Defaulting Shareholder and the Default Interest accrued by that Defaulting Shareholder;
“Default Interest”	means the interest which accrues on the unpaid portion of the Commitment of a Defaulting Shareholder as set out in the Issuing Document;
“Defaulting Shareholder”	means any Shareholder who fails to pay the Fund the portion of its Commitment specified in a Drawdown Notice on or before the Drawdown Date;
“Distributions”	means proceeds received by the Fund and distributed to Shareholders as set out in the Issuing Document;
“Drawdown”	means the request made by the General Partner to each Shareholder to pay to the Fund whole or part of the remaining balance of the outstanding Commitment in exchange for the issuance of Shares and, as appropriate, the issue of a Drawdown Notice;
“Drawdown Date”	means the date on which the General Partner will require Shareholders to subscribe for Ordinary Shares corresponding to the portion of their Commitment drawn down;
“Drawdown Notice”	means the written notice (by post or e-mail) to be sent by the General Partner to each Shareholder for them to subscribe for the number of Ordinary Shares corresponding to the portion of their Commitment drawn down which should be sent not less than ten (10) Business Days prior to the Drawdown Date;
“Final Closing”	means the date of the last closing which may be no later than twelve (12) months from the First Closing as from which date no further Commitments can be accepted, subject to the possibility for the General Partner to postpone the Final Closing for up to six (6) months in its absolute discretion;
“First Closing”	means the date of the first closing of the Fund on a date to be determined at the discretion of the General Partner;
“Fund”	means Unigestion Secondary Opportunity III, SCA-SICAV-SIF, an investment company with variable capital (société d’investissement à capital variable - SICAV) in the corporate form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions - SCA) organised as a specialised investment fund (fond d’investissement spécialisé - SIF);
“Fund Documents”	means the Articles and the Issuing Document;
“Luxembourg GAAP”	means Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles;
“General Meeting”	means any regularly constituted meeting of Shareholders which shall represent the entire body of Shareholders;
“General Partner”	means Unigestion Secondary Opportunity III, a Luxembourg private limited liability

	company (société à responsabilité limitée – S.à r.l.), acting in its capacity as managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Fund;
“General Partner Share”	means the one (1) general partner share subscribed by the General Partner in its capacity as managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Fund with unlimited liability;
“Issue Price”	means the issue price per Share determined in accordance with the Issuing Document;
“Issuing Document”	means the issuing document (document d’émission) prepared by the General Partner in relation to the Fund, including its appendices;
“Management Fee”	means the management fee payable to the General Partner pursuant to the Issuing Document;
“Net Asset Value” or “NAV”	means the net asset value of the Fund or, as the case may be, of a particular asset;
“Net Asset Value per Share” or “NAV per Share”	means, at any time, the NAV of the Fund as at that time divided by the number of Shares on issue at that time;
“Operational Expenses”	means the operational expenses of the Fund listed in the Issuing Document;
“Ordinary Resolution”	means, unless otherwise provided for by applicable Luxembourg laws and regulations, any decision of the General Meeting passed with a simple majority vote validly cast;
“Ordinary Shares”	means the ordinary shares of the Fund which shall grant the holders thereof the right to Distributions and to the Preferred Return as set out in the Issuing Document;
“Participating Shares”	means the participating shares of the Fund which will carry special rights to distributions and the Carried Interest as set out in the Issuing Document;
“Preferred Return”	means the entitlement of holders of Ordinary Shares to receive Distributions equal to a preferred return as set out in the Issuing Document;
“Registrar and Transfer Agent”	means the entity acting in its capacity as registrar and transfer agent of the Fund;
“Redemption Date”	means the date on which the Shares will be redeemed in the General Partner’s absolute discretion as appearing in the notice sent by the General Partner to a Shareholder;
“Shares”	means collectively the Ordinary Shares, the General Partner Share and the Participating Shares;
“Shareholder(s)”	means any holder(s) of Shares (including, as applicable, the General Partner or any of its Affiliates) and whose liability is limited to the amount of its/their Commitment to the Fund (with the exception of the General Partner whose liability is unlimited);
“SIF”	means a specialised investment fund subject to the 2007 Law;
“Special Resolution”	means any resolution of a General Meeting which has the effect of amending the Articles and which must be passed with (i) a presence quorum of fifty per cent. (50%) of the Shares issued by the Fund at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call; (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the Shareholders present or represented at the General Meeting; and (iii) the positive vote of the General Partner, provided, however, that the positive vote of the General Partner shall not be required in order to decide upon the removal of the General Partner
“Target Funds”	means existing private equity funds acquired in the secondary market by the Fund in accordance with the Issuing Documents;
“Valuation Date”	means the last day of each quarter;
“Well-Informed Investor”	means any institutional investor, any professional investor and any investor who meets the following conditions: (i) the investor has confirmed in writing that it adheres to the status of “Well-Informed Investor”; and (ii) the investor invests a minimum of EUR 125,000 (one hundred twenty-five thousand euro) in the Fund; or (iii) the investor has obtained an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying such investor’s expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

Art. 2. Corporate Name.

2.1. There is hereby established among the General Partner in its capacity as unlimited managing general partner (associé-gérant-commandité), the Shareholders (associés commanditaires) and all persons who may become owners of the Shares, a Luxembourg company under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite

par actions - SCA), qualifying as an investment company with variable capital - specialized investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé).

2.2. The Fund will exist under the corporate name of Unigestion Secondary Opportunity III, SCA-SICAV-SIF.

Art. 3. Registered Office.

3.1. The registered office of the Fund is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg.

3.2. The General Partner is authorized to transfer the registered office of the Fund inside the municipality of Luxembourg City.

3.3. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a Special Resolution.

3.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Fund, the registered office of the Fund may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on the Fund's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg fund. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.

Art. 4. Corporate object.

4.1. The main objective of the Fund is to acquire interests in existing private equity funds on the secondary market. The Fund may also selectively invest in co-investments and secondary direct investments. The Fund may execute, deliver and perform all contracts and other obligations and engage in all activities and transactions as may in the opinion of the General Partner be necessary or advisable in order to carry out the investment objectives of the Fund.

4.2. The investment objectives and policies of the Fund, including risk diversification and other investment restrictions shall be adhered to in accordance with the Issuing Document.

4.3. The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

Art. 5. Duration.

5.1. The winding-up of the Fund will commence on the tenth (10th) anniversary of the Final Closing; it may however be postponed for up to two (2) additional one (1) year periods at the discretion of the General Partner.

5.2. The Fund may also be dissolved in accordance with the provisions of these Articles and the Issuing Document.

II. Share capital, Shares

Art. 6. Share capital.

6.1. The initial share capital of the Fund at the time of incorporation is set at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into:

(i) one (1) General Partner Share without par value, fully paid in and held by the General Partner who is liable without any limits for any obligations of the Fund which cannot be met out of the Fund's assets; and

(ii) thirty (30) Ordinary Shares without par value, fully paid in up and held by the Shareholders who are liable only up to their capital contribution.

6.2. The minimum share capital of the Fund shall be, as provided by the 2007 Law, one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000) and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Fund has been authorized as a SIF.

6.3. Due to the fact that the Fund has a variable capital, the share capital of the Fund will be at all times equal to the value of its net assets.

Art. 7. Shares.

7.1. Classes of Shares

The Fund will issue three (3) types of Shares representing an interest in the Fund.

The General Partner shall subscribe for one (1) General Partner Share which subscription establishes the Fund. This General Partner Share may only be transferred upon the termination of the General Partner as managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Fund.

The Fund will issue Ordinary Shares to the Shareholders in exchange for their funded Commitments which grant them the right to Distributions and to the Preferred Return.

The Fund will issue up to ten (10) Participating Shares to specific Shareholders, in accordance with the Issuing Document, in exchange for their funded Commitments which grant them special rights to Distributions and to the Carried Interest.

7.2. Form of Shares

The Fund shall issue Shares in registered form only.

A register of Shareholders will be maintained by the Administration Agent (in their capacity as registrar and transfer agent). Ownership of Shares will be established by registration in the register. The Fund will recognize only one holder per share.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences their right of ownership of such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription.

The Fund shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

Fractional shares may be issued up to three (3) decimal places. Fractions of Shares shall carry rights in proportion to the fraction of Shares they represent but shall carry no voting rights except to the extent the number of fractions held by a Shareholder is so that it represents one (1) Share, in which case such Share confers a voting right.

Subject to the provisions of article 8 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.3. Restrictions to the Subscription for Shares

Shares are reserved for Well-Informed Investors only and in accordance with the provisions of the Issuing Document.

The offering of the Shares may be restricted to specific categories of persons in certain jurisdictions in order to conform to local law, customs or business practice or for fiscal or any other reason. It is the responsibility of any persons/entities wishing to hold Shares to inform themselves of and to observe all applicable laws and regulations of any relevant jurisdictions.

7.4. Default provisions

Unless it is waived by the General Partner in its sole discretion, in the event that a Defaulting Shareholder fails to pay to the Fund the portion of its Commitment specified in a Drawdown Notice on or before the Drawdown Date, the amount outstanding shall bear Default Interest as set out in the Issuing Document.

In such a case, further calls may be made upon the other Shareholders (up to but not exceeding their respective undrawn Commitments and pro rata to their respective Commitments) in order to make good the shortfall.

If however, the Defaulting Shareholder fails to pay in full the Defaulting Contribution, on or before the fifteenth (15th) Business Day from the Drawdown Date, the General Partner may (without prejudice to any other rights it may have), in its sole discretion, and without further notice, take any of the measures as more fully described in the Issuing Document.

Art. 8. Transfer of Shares and Transfer restrictions.

8.1. The transfer of Shares may be completed by delivery to the General Partner, or its appointed agent, of an instrument of transfer in appropriate form in accordance to the terms and conditions set forth in the Issuing Document. The transferee(s) will be required to complete a subscription form if he (they) is (are) a new Shareholder(s) in the Fund as the Registrar and Transfer Agent may find necessary.

8.2. Any transferor shall in addition to its Shares, transfer the outstanding rights and obligations under its Commitment Agreement (including, for avoidance of doubt the obligation to contribute any amount called pursuant to a Drawdown Notice) so that the transferor is not a Shareholder in respect of the transferred Shares once the transfer is completed.

8.3. No transfer of Shares may take place without (i) the prior approval of the General Partner which approval shall not be unreasonably withheld; (ii) the transferee qualifying as a Well-Informed Investor; and (iii) the transferee having duly completed all "know-your-customer" and "anti-money laundering" processes to the satisfaction of the General Partner and in accordance with any other requirements as set out in the Issuing Document.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1. No Shareholder may request the redemption of its Shares and no Shareholder may withdraw from the Fund.

9.2. The General Partner may, in its absolute discretion, decide to redeem all or some of the Shares in issue on a pro rata basis of each Shareholder's holding in the Fund. Such redemption may be used in particular, but not exclusively, in lieu of payment of Distributions.

9.3. Where such redemption is to be made, Shareholders shall be notified in writing, in accordance with the principle of equal treatment of Shareholders, of the number of Shares to be redeemed, of the redemption price per Share and of the Redemption Date.

9.4. Shares will be redeemed at the NAV per Share as at the Valuation Date preceeding the relevant Redemption Date to the bank account designated by the Shareholder in its Commitment Agreement. No third party payment will be made. Shares which have been redeemed will be cancelled with effect as of the Redemption Date.

9.5. Notwithstanding the above, the Shares subscribed by the founding shareholder(s) (with the exception of the Management Share) at the incorporation of the Company may be redeemed at the request of such founding shareholder(s) at their subscription price on the First Closing Date.

9.6. No redemption of Shares may be made as a result of which the share capital of the Fund would fall below the minimum share capital required by the 2007 Law.

9.7. The General Partner shall process the redemption of any Shares held by a Shareholder who no longer qualifies as a Well-Informed Investor.

Art. 10. Calculation of the Net Asset Value per Share.

10.1. The NAV shall be expressed in Euro, shall be calculated quarterly on the Valuation Date and shall be determined on the basis of the consolidated financial statements prepared in accordance with Luxembourg GAAP.

10.2. For each class of Shares, the NAV per Share shall be calculated with respect to each Valuation Date by dividing the net assets attributable to such Class by the number of Shares issued and in circulation in such Class

10.3. The NAV shall be determined as set out below:

a) Investments

1) Private equity investments

i) Investments in private equity partnerships or funds are valued at their price resulting from the audited annual accounts of such partnerships or funds. Such price will be readjusted on the basis of any available unaudited periodic accounts published by such partnerships or funds after the publication of the audited accounts but prior to the applicable Valuation Date. Supplemental adjustments could be performed as deemed necessary by the General Partner to reflect fair value.

ii) Direct equity investments in unquoted private companies are valued at fair value. The fair valuation is determined through the application of a suitable valuation methodology in accordance with recognised valuation guidelines (EVCA/IPEV guidelines). For instance, more mature companies could be valued through the application of price/earnings ratio to maintainable earnings, discounted to take account of the lack of marketability and any other relevant factors.

The General Partner may, however, adopt other fair valuation methods, when circumstances or market conditions so warrant. Due to the uncertainty inherent in the valuation process, such estimates of fair value may differ significantly from the values that would have been used had a ready market for the securities existed, and the differences could be material. Additionally, changes in the market environment and other events that may occur over the life of the investments may cause the gains or losses ultimately realised on these investments to be different than the valuations currently assigned.

2) Short term investments

i) Other investments are valued as follows:

- securities listed on a stock exchange are valued at the last reported closing price. If a security is listed on several stock exchanges, the last available sales price at the stock exchange which constitutes the main market for such securities, will be prevailing; for securities, for which trading on the relevant stock exchange is thin and secondary market trading is done between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the General Partner may decide to value such securities in line with the prices so established;

- securities dealt on a regulated market are valued in a manner similar to listed securities;

- securities which are neither listed on any stock exchange nor dealt on a regulated market are valued at their last available market price; if there is no such market price, they will be valued in good faith by the General Partner in accordance with such prudent valuation rules as the General Partner may determine and on the basis of reasonably foreseeable sales prices.

ii) Liquid assets are valued at their face value with accrued interest.

iii) Shares or units in underlying open-ended investment funds are valued at their last available calculated net asset value.

b) Private equity funds expenses

The private equity funds in which the Fund is invested charge to their investors, including the Fund, amounts in respect of management fees, commissions and expenses. These private equity fund expenses are charged to the accounts of the Fund as and when incurred.

c) Use of estimates

The preparation of accounts in conformity with generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the amounts reported in the financial statements and accompanying notes. Actual results could differ from these estimates.

d) Foreign currencies

Transactions denominated in currencies other than the Euro (EUR) are recorded on the basis of exchange rates prevailing on the date they occur or accrue to the Partnership.

Assets and liabilities expressed in currencies other than the Euro are translated on the basis of exchange rates prevailing at the end of the year.

e) Income

Dividends are recognized on the ex-dividend date. Interest is recorded on an accrued basis. Returns on private equity investments are reflected as reported by the Target Funds.

Art. 11. Temporary Suspension of the Net Asset Value.

11.1. The General Partner may suspend the determination of the NAV and hence suspend the redemption of Shares of the Fund in the following cases:

- a) when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;
- b) when the information or calculation sources normally used to determine the value of assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;
- c) when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;
- d) when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Fund from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- e) when, for any other reason, the prices of any significant investments cannot be promptly or accurately ascertained; and
- f) when the Fund is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or Share split or any other restructuring transaction.

11.2. The suspension of the calculation of the NAV shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Fund, unless the General Partner is of the opinion that a notification is not necessary considering the short period of the suspension.

III. Management

Art. 12. Determination of the General Partner.

12.1. The General Partner is appointed as manager of the Fund and shall then act as its managing general partner (associé-gérant-commandité).

12.2. The General Partner shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund.

12.3. The limited partners (associés commanditaires) shall not participate in the management of the Fund.

Art. 13. Powers of the General Partner and Removal as Manager.

13.1. The General Partner is ultimately responsible for the administration and the management of the Fund and retains ultimate decision making power and has exclusive authority with regard to any decision not specifically delegated or attributed to another entity or service provider.

13.2. The Board shall have namely the specific powers provided for in the articles of association of the General Partner.

13.3. The General Partner may only be removed as the managing general partner of the Fund by the General Meeting approving the removal with a Special Resolution, each time subject to the prior approval of the CSSF. A removal decision may be made with or without cause. Any removal of the General Partner shall take place in accordance with the conditions set out in the Issuing Document.

Art. 14. Representation of the Fund.

14.1. The Fund will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by its legal representatives or any other person to whom such power has been delegated by the General Partner.

14.2. No Shareholder being a limited partner (associés commanditaires) shall represent the Fund.

Art. 15. Liability of the General Partner and Shareholders.

15.1. The General Partner shall be liable with the Fund for all debts and losses which cannot be recovered on the Fund's assets.

15.2. The Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Fund in any manner or capacity whatsoever other than when exercising their rights as Shareholders in General Meetings and as members of the Advisory Committee in order to preserve their limited liability status.

Art. 16. Delegation of Powers to Agents of the General Partner.

16.1. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Fund as required for the affairs and management of the Fund, provided that the Shareholders cannot act on behalf of the Fund without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

16.2. The General Partner will determine any such officers or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 17. Conflict of Interests.

17.1. Conflicts of interest between the Fund and, as appropriate, any person contributing to the activities of the Fund or any person directly or indirectly related to the Fund may potentially occur. In accordance with article 42bis (2) of the 2007 Law, the Fund has established an adequate system of risk management of such conflicts of interest in order to prevent them from impairing the interests of the Shareholders. In case of a potential conflict of interest, the Fund will safeguard the interests of the Shareholders.

17.2. The General Partner, the Fund's services providers and their Affiliates will encounter potential conflicts of interest in connection with the activities of the Fund.

17.3. The Fund's services providers may be engaged in the business of managing and/or advising a wide range of customers, including investment vehicles incorporated in various jurisdictions, for the purchase and sale of private equity interests, securities and other financial instruments and may be advising such investors simultaneously. Such customers might have similar investment objectives and constraints and might therefore compete from time to time on certain investment opportunities. The Fund's services providers, the General Partner may act as general partner, manager or investment advisor in or of other private equity or venture capital funds (or funds of funds) or engage in any other activity without investor consent. There is nothing to prevent the General Partner, the Fund's services providers, or any of their Affiliates from managing/advising other pooled investment funds or advising other clients on private equity investments.

17.4. The functions and duties which the General Partner and the Fund's services providers undertake on behalf of the Fund shall not be exclusive and the General Partner, the Fund's services providers and any Affiliate of them or their advisor may perform similar functions and duties for others provided however that the General Partner continues properly to manage the affairs of the Fund.

IV. General meeting of shareholders

Art. 18. Powers of the General Meeting of Shareholders.

18.1. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Fund shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. The General Meeting shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the applicable Luxembourg laws and regulations.

18.2. In accordance with Article 111 of the 1915 Law, and at the exclusion of what is provided under Article 13 of these Articles, no decision of the General Meeting will be validly taken without the positive vote of the General Partner.

Art. 19. Annual and other General Meeting.

19.1. The annual General Meeting is held at the registered office of the Fund in Luxembourg on the first Tuesday of the month of June at 11.00 a.m. or if such a day is not a Business Day, on the next following Business Day.

19.2. The General Partner may convene other General Meetings. Such meetings must be convened if Shareholders representing ten percent (10%) of the Fund's share capital so require.

19.3. Such other General Meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

19.4. Unless otherwise stipulated by applicable Luxembourg law and regulations or the Fund Documents, the decisions of the General Meeting will be reached by way of an Ordinary Resolution.

Art. 20. Convening Notice.

20.1. The General Meeting is convened by the General Partner in compliance with the applicable Luxembourg laws and regulations.

20.2. As all Shares are in registered form, notices to Shareholders are sent by registered mail by the Administration Agent to all Shareholders at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the General Meeting.

20.3. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of applicable Luxembourg laws and regulations with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting. To the extent required by applicable Luxembourg laws and regulations, further notices will be published in the Memorial and in one Luxembourg newspaper.

20.4. If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

Art. 21. Presence, Representation.

21.1. Unless otherwise provided by applicable Luxembourg laws and regulations or by the Articles, all Shareholders are entitled to attend, speak and vote at all General Meetings.

21.2. A Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

Art. 22. Vote.

22.1. At General Meetings each Shareholder has the right to one vote for each Share held.

22.2. Unless otherwise provided by applicable Luxembourg laws and regulations or by the Articles, all resolutions of the annual or ordinary General Meeting shall be taken by simple majority of votes of the Shareholders present or represented, regardless of the proportion of the capital.

22.3. Any Shareholder may vote at a General Meeting by correspondence, by returning a duly completed and executed voting form provided by the Fund.

Art. 23. Proceedings.

23.1. The General Meeting shall be chaired by a person designated by the meeting of Shareholders.

23.2. The chairman of the General Meeting shall appoint a secretary. The General Meeting shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented. They together form the office of the General Meeting.

Art. 24. Minutes. The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

V. Financial year, Distribution of profits

Art. 25. Financial Year.

25.1. The Fund's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of the same year.

25.2. The first financial year of the Fund shall begin upon the date hereof and shall end on 31st December 2013.

Art. 26. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises) appointed by the General Meeting and remunerated by the Fund, who shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 27. Distribution.

27.1. The approval of the annual results and allocation of any Distributions shall be determined by the annual General Meeting upon the discretionary proposal of the General Partner, in accordance with the Issuing Document. Such allocation may include the creation or maintenance of reserve funds and provisions, and determination of the balance to be carried forward.

27.2. The General Partner may at any time during the year decide to distribute interim dividends each time freely distributable funds are available.

27.3. In no event will a Distribution be paid if, as a result thereof, the net assets of the Fund would fall below one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-).

VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Causes of Dissolution.

28.1. In accordance with the 2007 Law, the Fund shall be wound-up in the following circumstances:

- a) After a period of 12 (twelve) months following the authorization of the Fund by the CSSF, if the share capital of the Fund has not reached EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand); or
- b) In the event of cessation by the Custodian of its duties, if it has not been replaced within 2 (two) months by a suitably qualified entity; or
- c) Upon the Net Asset Value falling below EUR 1,250,000 any time after a year of the date hereof and before the end of the term of the Fund as set out in Article 27 of the 2007 Law.

28.2. Voluntary dissolution.

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by applicable Luxembourg laws and regulations and the Articles, the Fund may be dissolved prior to the end of its term, if any, by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles, and subject to the approval of the General Partner.

In particular, the General Partner shall submit to the General Meeting the dissolution of the Fund when all investments of the Fund have been disposed of or liquidated.

28.3. Decrease of the share capital

Whenever the share capital falls below the two thirds (%) of the minimum capital indicated in article 6 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

The question of dissolution of the Fund shall further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one fourth (%) of the minimum capital set by article 6 hereof; in such event, the General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

The meeting should be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the discovery that the net assets of the Fund have fallen below two thirds (%) or one fourth (%) of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation.

29.1. Upon the termination of the Fund, the assets of the Fund will be liquidated in an orderly manner and the proceeds from the liquidation of investments will be distributed to the Shareholders in proportion to their holding of Shares.

29.2. In the event of dissolution, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators which can be the General Partner, appointed by the General Meeting, pursuant to the 2007 law and the Articles, and subject to the prior approval of the CSSF. Amounts which have not been claimed by Shareholders at the close of the liquidation will be deposited in escrow with the Caisse de Consignations in Luxembourg. Should such amounts not be claimed within the prescription period, then they may be forfeited.

29.3. Any appointed liquidator(s) shall be subject to full compliance with all the provisions of the Fund Documents.

VII. Final provisions

Art. 30. Amendments of these Articles of Association.

The Articles may from time to time be amended by the General Meeting by way of a Special Resolution.

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.

Transitory Provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Fund and shall terminate on the 31st December 2013.

The first annual General Meeting shall be held in June 2014 in accordance with article 19 of the Articles.

Subscription

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Share class	Subscribed amount	Number of shares subscribed
Unigestion Secondary Opportunity III	Management Share	EUR 1,000	1
Unigestion Holding SA	Ordinary Shares	EUR 30,000	30

The Fund has been incorporated with a share capital amounting to thirty one thousand euro (EUR 31,000) represented by one (1) Management Share and thirty (30) Ordinary Shares, all subscribed and fully paid-up. The amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000) is from now on at the free disposal of the Fund, evidence of which was given to the under-signed notary.

Expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges which fall to be paid by the Fund as a result of the present deed amount approximately to one thousand euro (EUR 1,000.-).

General Meeting of the Shareholders

Immediately after the incorporation of the Fund, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting of the Shareholders of the Fund. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting adopted the following resolutions:

First Resolution

The registered office of the Fund is set at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The independent auditor of the Fund shall be PricewaterhouseCoopers, a société cooperative governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 400, route d'Esch, B.P.1443, L-1014 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 65.477 (the Independent Auditor). The Independent Auditor will audit the financial statements of the Fund annually in accordance with Luxembourg GAAP. The term of office of the Independent Auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the accounts as of December 2013.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing parties, the present deed is worded in English.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Signé: J. PECENIK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 26 septembre 2013. Relation: DIE/2013/11696. Reçu soixante-quinze (75,-) euros

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 08 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141622/543.

(130172334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Stackpole International Intermediate Co. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.689.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the twentieth day of September,

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

THERE APPEARED:

Stackpole International Global Holding Co. S.A., a public limited liability company incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Stackpole International Intermediate Co. S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and

any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at fifty thousand Canadian Dollars (CAD 50,000.-), represented by fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the deed of incorporation, to:

- (i) increase the current share capital once or more up to five hundred million Canadian Dollars (CAD 500,000,000.-), by the issue of five hundred million (500,000,000) new shares, having the same rights as the existing shares;
- (ii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights to the new shares and determine the persons who are authorised to subscribe to the new shares; and
- (iii) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register accordingly.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. A share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

- (i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or
- (ii) any authorised representative of the Company, following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a share transfer.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of directors.

7.1. Composition of the board of directors

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office. The General Meeting may decide to appoint one or several class A directors, one or several class B directors and / or one or several class C directors. Where one or several class B directors are appointed, they shall each have their residence in the Grand Duchy of Luxembourg.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

7.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board shall meet at the request of the chairperson or any director, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty- four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented provided that if the General meeting has appointed one or several class A directors, one or several class B directors and / or one or several class C directors, the Board can only validly deliberate and act if there is also at least one class A director present or represented and at least one class B director present or represented. Resolutions of the Board shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented, provided that if the General Meeting has appointed one or several class A directors, one or several class B directors and / or one or several class C directors, at least one (1) class A director and one (1) class B director also votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

7.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A director and any class B director.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

Art. 8. Sole director.

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 9. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board or the statutory auditor(s). The Shareholders must be convened to a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(ix) An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 11. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, directors and statutory auditor to the Company.

12.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditors with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditor shall then prepare a report setting out their proposals.

12.4. The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 13. Auditors.

13.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

13.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

13.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) the statutory auditors (commissaires) or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31) of December 2014.

Subscription and Payment

Stackpole International Global Holding Co. S.A., represented as stated above, subscribes for fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of fifty thousand Canadian Dollars (CAD 50,000.-).

The amount of fifty thousand Canadian Dollars (CAD 50,000.-) is at the Company's disposal.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred euro (EUR 1,700.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as directors of the Company for a period of six (6) years:

(i) Alexander Mark Rose, born on October 17, 1977 in Summit, NJ, USA, with professional address at 667 Madison Avenue, 10th Floor, New York, NY 10065, as class A director;

(ii) Patrick van Denzen, born on February 28, 1971 in Geleen, The Netherlands, with professional address at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B director; and

(iii) Fabrice Rota, born on February 19, 1975 in Mont-Saint-Martin, France, with professional address at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B director.

2. Deloitte Audit S.à r.l. (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 67.895, is appointed as approved external auditors (réviseur d'entreprises agréé) of the Company until the first annual General Meeting to be held in 2015.

3. The registered office of the Company is located at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences, the English text prevails.

WHEREOF this deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingtième jour de septembre,

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

Stackpole International Global Holding Co. S.A., une société anonyme constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représenté par Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Stackpole International Intermediate Co. S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à

compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cinquante mille dollars canadiens (CAD 50.000,-), représenté par cinquante mille (50.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar canadien (CAD 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. Le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte constitutif, à:

(i) augmenter le capital social existant en une ou plusieurs fois, à hauteur de cinq cent millions de dollars canadiens (CAD 500.000.000,-), par l'émission cinq cent millions (500.000.000,-) de nouvelles actions, ayant les mêmes droits que les actions existantes;

(ii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux nouvelles actions; et

(iii) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.2. Les actions sont et resteront sous forme nominative.

6.3. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.4. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

(i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou

(ii) par un quelconque mandataire de la Société, suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.5. Tout autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire, dûment signé par les deux parties, peut également être accepté par la Société comme preuve du transfert d'actions.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'administration.

7.1. Composition du conseil d'administration

(v) La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(vi) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. L'Assemblée Générale peut décider de nommer un ou plusieurs administrateurs de classe A, un ou plusieurs administrateurs de classe B et/ou un ou plusieurs administrateurs de classe C. Lorsqu'un ou plusieurs administrateurs de classe B sont nommés, chacun d'eux doit résider au Grand-Duché de Luxembourg.

(vii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(viii) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(ix) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(x) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou de administrateur au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Pourvu qu'au cas où les associés ont nommé un ou plusieurs administrateurs de classe A, un ou plusieurs administrateurs de classe B et / ou un ou plusieurs administrateurs de classe C, au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B votent en faveur de la décision. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B).

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 8. Administrateur unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire; et

(ii) toute référence dans les Statuts au Conseil, aux administrateurs, à quelques administrateurs ou à un quelconque administrateur doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société doivent être mentionnées dans des procès-verbaux si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (chacune une Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil ou du/des commissaire(s). Les Actionnaires doivent y être convoqués à la demande des actionnaires représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les actionnaires au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(vii) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société à cet effet. Les formulaires de vote doivent indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(viii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(ix) Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(x) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

Art. 11. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

- (i) l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique; et
- (iii) les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 13. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert.

13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires / réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat des commissaires ne peut dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (iv) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, s'il y en a un, est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le trente-et-un (31) décembre 2014.

Souscription et Libération

Stackpole International Global Holding Co. S.A., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinquante mille (50.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un dollar canadien (CAD 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cinquante mille dollars canadiens (CAD 50.000,-).

Le montant de cinquante mille dollars canadiens (CAD 50.000,-) est à la disposition de la Société.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Résolutions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs pour une durée de six (6) ans:

(i) Alexander Mark Rose, né 17 octobre 1977 à Summit, NJ, USA, de résidence professionnelle au 667 Madison Avenue, 10th Floor, New-York, NY 10065, en tant qu'administrateur de classe A;

(ii) Patrick van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, les Pays-Bas, de résidence professionnelle au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant qu'administrateur de classe B; et

(iii) Fabrice Rota, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin, France, de résidence professionnelle au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant qu'administrateur de classe B.

2. Deloitte Audit S.à r.l. (société à responsabilité limitée), constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895, est nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la première Assemblée Générale annuelle devant être tenue en 2015.

3. Le siège social de la Société est établi au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

140200

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25 septembre 2013. Relation: EAC/2013/12369.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013142438/599.

(130173249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Allied Real Estate Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 180.684.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the nineteenth day of September.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Allied Real Estate Holding LLC, a company incorporated under the law of United State of America, with a registered address at 1515 N. Federal Hwy Suite 300, Boca Raton, FL 33432, United States of America,

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one proxy.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

The appearing has, through its proxyholder, requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which she forms:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies and these articles of incorporation.

The company exists under the name of "Allied Real Estate Holding SA".

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in Luxembourg or abroad, in any companies and/or enterprises in any form whatsoever. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company and/or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form except by way of public offer and proceed by private placement only to the issue of bonds, notes, debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds, including without limitation, resulting from any borrowings of the Company and/or from the issue of any equity or debt securities of any kind to its subsidiaries.

The Company may further guarantee, grant security in favor of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations (including, without limitation, transactions with respect to real estate or movable property) which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are directly or indirectly related to its purpose.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at thirty-one thousand Euro (31,000.-EUR) represented by three hundred ten (310) shares without nominal value having all the same rights.

Shares may be evidenced at the owner's option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may only be issued in registered form.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 6. The Company shall be managed by a Board composed of at least three members who need not be shareholders of the Company. However, to the extent that the Company is incorporated by a single shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the Company may be managed by one director only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the Company.

They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The directors shall be elected by the shareholders of the Company at the general meeting of the shareholders of the Company. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders of the Company.

Art. 7. The Board may appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Save as provided below, written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, another director as his or her proxy.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and/or act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing, provided such resolution is preceded by a deliberation between the directors by such means as is, for example, described under paragraph 6 of this article 13. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every directors (résolution circulaire). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 7. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman of the Board who presided at such meeting or by any two directors of the Company.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary (if any) or by any directors of the Company.

Art. 8. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the Company in accordance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Luxembourg act dated 10 August

1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915) or by the Articles to the general meeting of shareholders of the Company fall within the competence of the Board.

Art. 9. The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company. An appointment of a member of the Board as managing director of the Company is subject to previous authorisation by the general meeting of the shareholders of the Company.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholders of the Company, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 10. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by the joint signatures of two directors or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 11. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company.

Art. 12. The company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the Law. The general meeting shall be convened by means of the shareholders representing ten per cent (10 %) of the corporate capital.

In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

At any general meeting, the general meeting shall not validly deliberate unless at least three-fourths of the capital is represented. All decisions by general meeting of shareholders shall be taken by at the simple majority of the votes cast.

When the company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

However, the nationality of the company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 13. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V. General Meeting

Art. 14. The annual meeting will be held in the commune of the registered office at the place specified in the convening notices on the first Wednesday of June at 15.30 o'clock.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 15. The accounting year of the corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 16. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. - General provisions

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory provisions

1) The first business year shall begin on the date of incorporation of the company and shall end on the 31st of December 2013.

2) The first annual general meeting shall be held on 2014.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing declares to subscribe to all the shares.

All the shares have been paid-in up to twenty five point eighty percent (25,80 %) of their value so that the amount of eight thousand euro (EUR 8,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the officiating notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately EUR 1,300.-.

Extraordinary General Meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering herself as duly convoked, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, she has passed the following resolutions by unanimous vote:

1.- The number of directors is fixed at one and the number of auditors at one.

2.- The following are appointed sole director:

- Mr Eric LAVOREL, entrepreneur, born on 10 March 1962 in Ambilly (France) residing at F-40140 Soustons, route de Campagnac (France), as Sole Director, who has the broadest powers of the Board of Directors.

3.- Has been appointed statutory auditor:

- IC Dom-Com, a Luxembourg Société à responsabilité limitée, having its registered office at 2, Place de Strasbourg, L-2560 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 133 127.

4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2016.

5.- The registered office of the company is established in L-1249 Luxembourg 15, rue du Fort Bourbon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster.

The document having been read to the appearing, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Allied Real Estate Holding LLC, une société constituée sous le droit des Etats Unis d'Amérique dont le siège social est 1515 N. Federal Hwy Suite 300, Boca Raton, FL 33432, Etats Unis d'Amérique;

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; en vertu d'une (1) procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants, et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante a, par son mandataire, requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par les présents statuts.

La société existe sous la dénomination de "Allied Real Estate Holding SA".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations ou d'intérêts, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et/ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de billets à ordre, de titres de créance ou de toute sorte de créance ou de titres participatifs.

La Société peut prêter des fonds comprenant, sans limitation, ceux résultant de ses emprunts et/ou des émissions de titres participatifs ou de titres de créance de toute sorte à ses filiales.

La Société peut également garantir, accorder des garanties à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte. Pour éviter toute ambiguïté, la Société ne peut pas exercer d'activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques liés aux crédits, aux fluctuations monétaires, aux fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut, pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, accomplir toutes les opérations (compréhensives, sans limitation, des transactions mobilières et immobilières) utiles ou nécessaires à l'accomplissement de son objet social ou se rapportant directement ou indirectement à celui-ci.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions sans valeur nominale ayant tous les mêmes droits.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou qu'il est constaté, à une assemblée générale des actionnaires, que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire constatant qu'il y a plus d'un actionnaire dans la Société. Les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société. Les actionnaires détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société.

Art. 7. Le Conseil d'Administration peut nommer un président parmi ses membres et pourra désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées générales des actionnaires de la Société.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 13. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le président du Conseil d'Administration qui en aura assumé la présidence ou par deux administrateurs de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il en existe un) ou par tout administrateur de la Société.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à l'objet social. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée sur les sociétés commerciales (ci-après, la Loi de 1915) ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 9. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, administrateur ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière. La nomination d'un administrateur nécessite l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 10. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou par les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Art. 11. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le conseil d'administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui devra ratifier une telle transaction.

Art. 12. La société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

A toute assemblée des actionnaires, l'assemblée ne délibérera valablement que si les trois-quarts au moins du capital sont représentés. Toute décision de l'assemblée requerra pour être valable de réunir la majorité simple des trois-quarts au moins des votes exprimés.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Cependant, la nationalité de la société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée Générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier mercredi du mois de juin à 15.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, la comparante déclare souscrire à toutes les actions.

Toutes les actions ont été libérées en espèces à concurrence de vingt-cinq virgule quatre-vingts pour cent (25,80 %), à savoir à concurrence de huit mille Euros (8.000.- EUR), de sorte que cette somme se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ 1.300,- EUR.

Assemblée Générale Extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, s'est ensuite constituée en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui des commissaires à un.
2. Est nommé administrateur unique:

- Monsieur Eric LAVOREL, entrepreneur, né le 10 mars 1962 à Ambilly (France) résidant à F-40140 Soustons, route de Campagnac (France) en tant qu'administrateur unique, lequel exercera les pouvoirs les plus dévolus du Conseil d'administration.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- IC Dom-Com Sarl, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, Place de Strasbourg, L-2560 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133127.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2016.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1249 Luxembourg, 15 rue du Fort Bourbon.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

140208

Enregistré à Grevenmacher, le 24 septembre 2013. Relation GRE/2013/3853. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013141715/430.

(130173070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Gillard S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8290 Kehlen, 17, Domaine de Brameschhaff.

R.C.S. Luxembourg B 83.299.

Suite la traduction en la langue française

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de GILLARD S.A. SPF tenu le 10 janvier 2013

Au cours de l'Assemblée Générale des Actionnaires tenu au siège social de Gillard S.A. SPF le 10 janvier 2013 après avoir établi la remplissage des conditions légales et statutaires concernant les formalités et le quorum, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité:

1. L'Assemblée décide de renouveler le mandat du membre actuel unique du Conseil d'Administration, STICHTING VERMOGENSBEHEER SENIOREN, siégeant Wim Duisenbergplantsoen 31,6221 SE Maastricht, les Pays-Bas, avec effet le jour d'hui, le 10 janvier 2013, pour une période de six (6) ans, prenant fin le 10 janvier 2019

3. Que partant, le Conseil d'administration se compose avec effet le jour d'hui, le 10 janvier 2013 uniquement de STICHTING VERMOGENSBEHEER SENIOREN, siégeant Wim Duisenbergplantsoen 31,6221 SE Maastricht, les Pays-Bas, administrateur unique pour une période de six ans prenant fin le 10 janvier 2013.

4. D'accepter la désignation de Mlle. Indrawatie JHARAP, demeurant 42, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, comme représentant permanente chargé de l'accomplissement de cette mission en nom et pour compte de STICHTING VERMOGENSBEHEER SENIOREN, comme visé en l'article 51 bis de la Loi sur les sociétés commerciales de 10 août 1915, pour une période de six (6) ans prenant fin le 10 janvier 2019,

Kehlen, le 10 janvier 2013.

Indrawatie JHARAP

Président

Référence de publication: 2013142567/25.

(130173840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Laksha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 29.582.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013143591/10.

(130174691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Meighorn Etoy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 20.625,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 138.548.

A titre informatif, veuillez noter que le gérant de la Société, Monsieur Franck Ruimy, réside désormais professionnellement au 49, Grosvenor Street, W1K 3HP Londres, Royaume Uni.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

For your information, please note that the manager of the Company, Mr Franck Ruimy, now resides professionally at 49, Grosvenor Street, W1K 3HP London, United Kingdom.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013144319/14.

(130175688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.
